

Analyse

A large graphic of a human eye. The left side of the eye is in grayscale, while the right side is overlaid with a solid green circle. A red line, resembling a stock market chart, runs horizontally across the eye, starting from the left, dipping slightly, then rising and ending with a small vertical tick mark on the right side of the green circle.

Désinvestir le secteur
des énergies
fossiles

Une solution pour lutter
contre le réchauffement
climatique ?

Réseau

Financité

Ensemble, changeons la finance



FÉDÉRATION
WALLONIE-BRUXELLES

Selon l'Agence Internationale de l'énergie (AIE), le secteur des énergies fossiles représente plus de 80 % des émissions mondiales de CO₂. Or, ce gaz à effet de serre (GES) est en grande partie responsable du réchauffement climatique. Cette analyse regarde les investissements effectués dans ce secteur qui suscite la polémique et détaille l'impact de ce secteur concernant la production de GES. Pour limiter le réchauffement climatique, la logique du désinvestissement est une solution.

En quelques mots :

- Les investissements directs et indirects restent massifs dans le secteur des énergies fossiles.
- Ce secteur produit énormément de GES.
- Le désinvestissement du secteur, même à degrés divers, est une solution.

Mots clés liés à cette analyse : investissement, impact environnemental, réchauffement climatique, bourse, subside, externalité.

Introduction

Le réchauffement climatique doit être limité à 2°C.

La grande majorité des scientifiques s'accordent pour affirmer que les énergies fossiles sont une source majeure du réchauffement climatique.

Qu'entend-on par énergie fossile ? C'est « l'énergie produite à partir de composés issus de la décomposition sédimentaire des matières organiques, c'est-à-dire principalement composés de carbone. Elle englobe le pétrole, le gaz naturel et le charbon. »¹ Notons que le Fonds Monétaire International inclut aussi l'électricité produite à partir de combustibles fossiles.

Depuis la conférence de Copenhague en 2009, il est clair pour les pays participants qu'il faut limiter l'augmentation de la température globale à moins de 2°C (par rapport à 1880)², seuil au-delà duquel les conséquences sur les ressources en eau, la température et les rendements agricoles seraient désastreuses. Les récentes études

1 Actu-environnement. Définition des énergies fossiles, [en ligne]. Disponible sur : http://www.actu-environnement.com/ae/dictionnaire_environnement/definition/energie_fossile.php4 (consulté le 03/07/2015)

2 Nations Unies. Convention-cadre sur les changements climatiques. Rapport de la 15e session de la Conférence des Parties tenue à Copenhague du 7 au 19 décembre 2009. FCCC/CP/2009/11/Add.1. 30 mars 2010 p.5

montrent que, pour y parvenir, il est nécessaire de ne pas exploiter 80 % des réserves connues de combustibles fossiles³. Pourtant, les derniers chiffres indiquent que le secteur des énergies fossiles continue à se financer à grande échelle...

PARTIE 1 Investissements dans le secteur des énergies fossiles

De quoi se composent les investissements dans le secteur des énergies fossiles ? On peut compter d'une part, les financements privés sous la forme de capitalisation boursière⁴ et, d'autre part, les financements publics qui peuvent se mesurer sous diverses formes (subventions directes, incitants fiscaux et incitations indirectes). Nous avons tenté de trouver ces chiffres au niveau mondial, européen et belge. Il va sans dire que les manières de calculer ainsi que les périodes auxquelles les calculs ont été faits sont différents.

1 Dans le monde

Ainsi, côté **financement privé**, nous regarderons pour estimer au niveau mondial, Bloomberg⁵ estime que l'ensemble des 1.744 entreprises appartenant au secteur des énergies fossiles valait 4.883 milliards de dollars US en août 2014. Ce chiffre se rapproche des 4.000 milliards de dollars US⁶ qui représentent la valeur du top 200 des compagnies du secteur des énergies fossiles.

En ce qui concerne les **financements publics**, l'Agence Énergie Internationale (AIE) estime cette somme à 548 milliards de dollars US⁷. Cette estimation ne prend pas en compte les externalités négatives sur l'environnement par exemple, dont les coûts *in fine* sont quand même assumés par les pouvoirs publics.

3 Leaton J., Ranger, B. et al., Unburnable Carbon: Wasted capital and stranded assets, [en ligne]. Carbon Tracker Initiative et The Grantham Research Institute. LSE, 2013. Disponible sur : <http://www.lse.ac.uk/GranthamInstitute/wp-content/uploads/2014/02/PB-unburnable-carbon-2013-wasted-capital-stranded-assets.pdf>

4 Définition : « La capitalisation boursière d'une société est la valeur de marché de ses capitaux propres. Elle résulte de la multiplication du nombre d'actions composant le capital de la société par le cours de bourse. » [en ligne]. Disponible sur : http://www.lesechos.fr/finance-marches/vernimmen/definition_capitalisation-boursiere.html?RYVmOZfRwUQ8VWbc.99 (consulté le 14/7/2015)

5 Bullard, N., Fossil fuel divestment: a \$5 trillion challenge, Bloomberg New Energy Finance, White Paper, 2014. [en ligne]. Disponible sur : http://about.bnef.com/content/uploads/sites/4/2014/08/BNEF_DOC_2014-08-25-Fossil-Fuel-Divestment.pdf (consulté le 6/7/2015), 19 p.

6 Leaton J., Ranger, B. et al., Op. Cit.

7 Cité dans Coady D., Parry I., Sears L., et Shang B., How Large Are Global Energy Subsidies? Rapport de recherche, Fonds Monétaire international, WP/15/105. Washington : FMI, Département des affaires fiscales, 2015, 42 p. Disponible sur : <https://www.imf.org/external/pubs/ft/wp/2015/wp15105.pdf> (consulté le 02/07/2015)

L'estimation du Fonds Monétaire International (FMI)⁸ est celle qui a fait le plus de bruit : l'estimation de subventions avant impôts est du même ordre de grandeur que l'estimation de l'AIE, soit 492 milliards de dollars US, en revanche, le FMI estime à 4.900 milliards de dollars US les subventions après impôts ! Ces subventions après impôts concernent notamment les externalités négatives dues, par exemple, à la pollution locale, aux accidents environnementaux et/ou de santé.

Financements privés (milliards de dollars US)	Financements publics (milliards de dollars US) ⁹	
	Avant impôts	Après impôts
4.883 milliards de \$ (Bloomberg 2014)	548 milliards de \$ (AIE 2013)	4.900 milliards de \$ (FMI 2013)
4.000 milliards de \$ (top 200 compagnies du secteur des énergies fossiles - Carbon Tracker Initiative 2013)	492 milliards de \$ (FMI 2013)	

Sources : diverses, indiquées dans le tableau.

2 En Europe

Ne disposant pas des chiffres globaux du financement privé du secteur des énergies fossiles en Europe, nous avons repris les capitalisations boursières des entreprises européennes recensées dans le top 50 des entreprises d'énergies fossiles du monde¹⁰. On arrive ainsi à une estimation d'environ 958,5 milliards de dollars US. Cette estimation est certainement en-dessous de la réalité car seule une fraction des entreprises du secteur sont prises en compte.

8 Clements B., Coady D., Fabrizio S. et al., Energy subsidy reform: lessons and implications. Washington : FMI, 2013, 68 p. Disponible sur : www.imf.org/external/np/pp/eng/2013/012813.pdf (consulté le 02/07/2015)

9 Les subventions avant impôt portent sur les subventions directes et les réductions d'impôts alors que celles après impôts concernent les coûts engendrés par la pollution sur l'environnement et sur la santé, coûts ensuite assumés par les gouvernements.

10 IHS Energy 50, The definitive annual ranking of the World's largest listed energy firms, [en ligne], 2014. Disponible sur : <http://cdn.ihs.com/www/energy50/IHS-Energy-50-Final-2014.pdf> (consulté le 6/7/2015)

Grâce aux chiffres fournis par le FMI¹¹, on calcule que le financement public direct (subventions avant impôts) des énergies fossiles en Europe s'élève à 3,95 milliards de dollars US. Les financements publics indirects (subventions après impôts) au niveau européen représenteraient quant à eux 91,70 milliards de dollars US.

Financements privés (milliards de dollars US)	Financements publics (milliards de dollars US)	
	Avant impôts	Après impôts
958,5 milliards de \$ (estimation basée sur les entreprises européennes du IHS 50 2013)	3,95 milliards de \$ (FMI 2013)	91,70 milliards de \$ (FMI 2013)

Sources : diverses, indiquées dans le tableau

Et les acteurs financiers dans tout cela ?

Une étude¹² évalue que l'intégralité du secteur bancaire européen a investi dans ce secteur via des prêts, des obligations et des actions pour un montant total compris entre 460 et 480 milliards d'euros. Les auteurs de cette même étude estiment aussi les investissements des fonds de pension européens dans ce secteur entre 260 et 330 milliards d'euros et ceux des assurances entre 300 et 400 milliards d'euros. Ainsi, ensemble, **les banques, les fonds de pension et les assurances en Europe** auraient investis pour environ **mille milliards d'euros dans le secteur des énergies fossiles en 2012.**

3 En Belgique

Selon le rapport annuel de l'Observatoire de l'Énergie¹³, « strictement parlant, la Belgique ne produit que de l'énergie renouvelable et de récupération ». Par ailleurs, la Belgique ne dispose pas de réserves de pétrole, ni de gaz naturel, possède des

11 Pour ce faire, les subventions publiques au secteur des énergies fossiles, données fournies en % du PIB, sont multipliées par le PIB respectif de chaque pays en 2011 avant d'être additionnées. Ce sont les chiffres de la Banque Mondiale qui sont utilisés pour les PIB nationaux. Notons qu'en 2011 la Croatie ne faisait pas partie de l'Union européenne, celle-ci n'est donc pas comprise dans le calcul.

12 Weyzig F., Kuepper B. Et al., The price of doing too little too late, Green New Deal Series, volume 11, Green European Foundation, [en ligne]. Février 2014, Disponible sur : <http://gef.eu/publication/carbon-bubble-the-price-of-doing-too-little-too-late/> (consulté le 03/07/2015)

13 Observatoire de l'énergie - Chiffres-clefs 2013, SPF Economie, P.M.E., Classes moyennes et Energie. Bruxelles [en ligne]. Disponible sur : http://economie.fgov.be/fr/modules/publications/general/observatoire_de_l_energie_-_chiffres-cle_2013.jsp (consulté le 6/7/2015)

réerves limitées de charbon et importe l'uranium nécessaire à la production du nucléaire. Il est donc malaisé d'estimer le financement privé du secteur des énergies fossiles en Belgique à travers la méthode utilisée auparavant.

En revanche, une étude réalisée à la demande de WWF et Eneco¹⁴ estime « le soutien des autorités à la consommation de combustibles fossiles pour le transport et l'usage domestique en 2010 à presque la moitié (48 %) des subventions totales pour l'énergie en Belgique ». Sachant que le soutien total au secteur énergétique est estimé dans cette même étude à environ 7 milliards d'euros en 2010, cela donne un soutien financier des autorités publiques de plus de 3 milliards d'euros aux secteurs du charbon et de pétrole. Un chiffre qui contraste avec l'estimation à zéro du FMI.

En revanche, les chiffres du FMI permettent d'estimer les financements publics indirects (subventions après impôts) à 1,58 milliard de dollars US. Ces financements seraient liés aux conséquences du gaz naturel et du charbon. Or, comme la Belgique ne produit pas (ou plus) ces énergies fossiles, on peut penser que ces coûts sont dus à la distribution et la consommation de ces mêmes énergies.

Financements privés	Financements publics	
	Avant impôts	Après impôts
Difficile à évaluer	0 (FMI 2013) 3 milliards d'€ (étude WWF et Eneco 2010)	1,58 milliard de \$ (FMI 2013)

Sources : diverses, indiquées dans le tableau

Maintenant que nous avons une idée des financements apportés au secteur des énergies fossiles, voyons quelle est leur capacité à émettre des gaz à effet de serre, responsables du réchauffement climatique.

14 Cabinet 3 E, Coûts et bénéfices réels des énergies conventionnelles et renouvelables [en ligne]. Disponible sur : http://www.wwf.be/_media/201404%20Les%20couts%20et%20b%C3%A9n%C3%A9fices%20r%C3%A9els%20des%20%C3%A9nergies%20conventionnelles%20et%20renouvelables_341847.pdf (consulté le 6/07/2015).

Partie 2 Production de GES par le secteur des énergies fossiles

Comme mentionné auparavant, le secteur des énergies fossiles mondial représente plus de 80 % des émissions mondiales de CO₂ soit 30,5 milliards de tonnes (Gt CO₂)¹⁵ sur un total de 37,9¹⁶.

Par ailleurs, une récente étude détermine que, à elles seules, 32 entreprises du secteur des énergies fossiles sont responsables de 31 % des émissions de gaz à effet de serre. Dans cette étude, trois périmètres sont considérés pour évaluer les émissions de GES :

- le périmètre 1 : les émissions directes de GES, c'est-à-dire provenant de sources de GES, fixes et mobiles, contrôlées par une organisation ;
- le périmètre 2 : les émissions indirectes issues de l'énergie, c'est-à-dire provenant de la production de l'électricité, de la chaleur ou de la vapeur importée et consommée par une organisation pour ses activités ;
- le périmètre 3 : les autres émissions indirectes qui sont les conséquences des activités d'une organisation, mais qui proviennent de sources de GES contrôlées par d'autres entités (chaîne des valeurs ou des fournisseurs).

Si on met en perspective les 10 premières compagnies en termes de valeur boursière et leurs émissions de GES, on voit qu'elles pèsent lourd. Ces dix compagnies représentent environ 38 % en valeur boursière du pool des 1.744 entreprises listées du secteur et produisent presque 1/6e des émissions de CO₂ mondiales, soit plus de 16 % des tonnes métriques d'équivalent carbone¹⁷ émises dans le monde en 2013.

	Compagnie	Pays d'incorporation	Périmètres 1, 2 et 3 en tonnes métriques d'équivalent CO ₂ – 2013	Capitalisation boursière en milliards de dollars US – 2013
1	Exxon Mobil Corporation	US	677.368.800	442,1
2	Chevron Corporation	US	424.571.049	240,2
3	Royal Dutch Shell	NL	683.000.000	233,8
4	PETROCHINA Company Limited	Chine	806.739.847	229,4
5	BP	UK	477.770.000	150,7

15 Chiffres tirés de la base de données base de données propre de l'agence internationale de l'énergie, concernant les émissions mondiales de CO₂ dues à la combustion d'énergie fossile datant de 2010.

16 Chiffres tirés de la base de données EDGAR 4.2 FT2010, concernant les émissions mondiales de CO₂.

17 Notons que lorsqu'on veut mesurer les GES, qui comprennent divers gaz dont le dioxyde de carbone, mais aussi le méthane, le l'oxyde nitreux etc., on utilise la tonne métrique d'équivalent carbone.

6	Total	FR	600.300.000	145,9
7	Schlumberger	US		118,7
8	Gazprom OAO	RU	1.259.946.477	99,2
9	Petróleo Brasileiro SA Petrobras	BR	573.008.806	91
10	Sinopec	Chine	587.700.714	88,2
		Total	6.090.405.692	1.839
			16 %	38 %

Sources : Global 500 Greenhouse gas report: the fossil fuel energy sector et IHS Energy50.

Ainsi, il apparaît clairement que ce secteur est une des clefs pour réduire les émissions de GES. D'où le mouvement de désinvestissement qui se met en place afin de couper les vivres à ce type d'énergies et penser à des énergies moins polluantes.

PARTIE 3 Argumentaire du désinvestissement

Pourquoi désinvestir ? Désinvestir signifie pour un investisseur qu'il va se débarrasser de certains actifs pour des raisons qui lui semblent logiques. C'est une opportunité d'exposer au grand jour les réels problèmes liés à l'investissement dans une société, un pays ou une industrie donnée. Cela permet de réduire, voire de supprimer, le soutien financier qui permet le fonctionnement « business as usual » des activités d'une entreprise, d'une industrie ou d'un pays.

Notons que l'action financière de désinvestir n'est qu'une part du pouvoir du mouvement de désinvestissement. Les retentissements d'une campagne de désinvestissement en termes de communication et de sensibilisation sont également à prendre en compte. Un autre effet indirect, parfois oublié, est celui de la stigmatisation : comment telle organisation peut-elle publiquement refuser de désinvestir alors que certains de ses investissements vont clairement à l'encontre de ses propres valeurs ?

Dans le cas qui nous occupe, il y a une réelle urgence à désinvestir des énergies fossiles. Pas du jour au lendemain. Pas sans plan de transition. Il faut le faire de manière globale et raisonnée, mais il faut le faire maintenant car, si les améliorations technologiques pourront certainement contribuer à réduire les émissions de CO2 et, par conséquent, le réchauffement climatique, il ne faut pas sous-estimer la nécessaire adaptation de nos modes de vie actuels.

Pour les personnes en faveur du mouvement de désinvestissement, deux arguments majeurs¹⁸ sous-tendent la campagne de désinvestissement des énergies fossiles. Ces arguments, l'un moral et l'autre financier, sont détaillés ci-dessous.

1 Moralement, il faut désinvestir

Certaines personnes utilisent l'argument moral et les préceptes du développement durable pour justifier la nécessité de désinvestir. Il est vrai que la plupart des entreprises du secteur des énergies fossiles ne se préoccupent pas des générations futures car les besoins à court terme de leurs actionnaires et la pression du marché sont les éléments qui dictent leur conduite.

Mais comment justifier moralement de continuer à chercher des réserves d'énergies fossiles – et de financer ses recherches – alors qu'il est scientifiquement prouvé que seulement un quart des réserves connues actuelles pourront être vraiment utilisées, si on veut éviter les conséquences dramatiques liées au dépassement du seuil de 2°C de réchauffement climatique ?

Bien que les consciences se réveillent autour de ces constats, encore trop d'investisseurs continuent à investir dans ce secteur qui reste au jour d'aujourd'hui, sans compter les énormes externalités, encore assez rentable sur le court-terme.

2 Financièrement, c'est aussi le cas

Le second argument est plus pragmatique : la finance devra un jour capituler devant la science. Ainsi, dans le cas où les politiciens mettent en place, assez rapidement, des mesures afin limiter le réchauffement climatique, les investisseurs détiendront alors des actifs sans valeur – car les entreprises ne pourront plus utiliser les réserves actuelles d'énergies fossiles. Ils regretteront alors de ne pas avoir investi dans d'autres types de valeurs. C'est la fameuse bulle carbone dont on parle beaucoup dans les médias.

Un autre risque financier pourrait aussi venir du fait que les énergies renouvelables progressent et deviennent plus efficaces.

Dans le cas où la réglementation change plus lentement, les investisseurs dans les énergies fossiles ne devraient également pas attendre trop longtemps avant de désinvestir. En effet, le marché pourrait s'emballer en cas de désengagement massif simultané des investisseurs...

¹⁸ Rusbridger, A., The argument for divesting from fossil fuels is becoming overwhelming, [en ligne] 16/3/2015. Disponible sur : <http://www.theguardian.com/environment/2015/mar/16/argument-divesting-fossil-fuels-overwhelming-climate-change> (consulté le 3/7/2015)

3 Un mouvement qui doit prendre de l'ampleur

Certains observateurs du phénomène de désinvestissement sont plus sceptiques. Bien qu'en décembre 2014, le mouvement 350.org comptabilise 181 organisations ayant désinvesti pour 50 milliards de dollars US d'actifs, cela reste encore négligeable par rapport à la valeur financière des entreprises du secteur¹⁹.

En effet, au niveau macro, les 4.883 milliards de dollars investis actuellement dans le secteur des énergies fossiles²⁰ devront être réorientés vers d'autres industries moins émettrices de GES. Comme l'auteur d'un rapport²¹ le montre, les gestionnaires d'actifs restent friands des actifs du secteur des énergies fossiles car ceux-ci présentent des qualités (entreprises à échelle globale, liquidité, croissance de la valeur et rendement du dividende) intéressantes à avoir dans un portefeuille. Le désinvestissement de ce type d'actifs n'est certainement pas neutre en termes de stratégie de gestion.

L'auteur du rapport explique toutefois que commencer par désinvestir du charbon, l'énergie fossile la plus émettrice de CO₂, serait un pas assez facile à faire du point de vue de l'équilibre du portefeuille.

Conclusion

Nous savons qu'il est nécessaire de réduire drastiquement les émissions de CO₂ dans le monde afin de limiter le réchauffement climatique et ses conséquences désastreuses. Désinvestir des actifs d'entreprises du secteur des énergies fossiles, productrices d'une large part des émissions de CO₂, est un moyen efficace d'y parvenir. Cette transition doit se faire posément, en fermant petit à petit le robinet aux entreprises opérant dans le secteur des énergies fossiles, en assurant des investissements dans les énergies renouvelables ainsi que dans l'efficacité énergétique et en adaptant les modes de vie actuels. Pour parvenir à ses fins, le désinvestissement doit prendre une ampleur planétaire, et, ce, idéalement dans le prochain quart de siècle...

*Annika Cayrol
Juillet 2015*

19 Cité dans Mahieu, C., Le secteur des énergies fossiles face au risque carbone, Centre Énergie de l'Institut français des Relations Internationales (IFRI). Actuelles de l'IFRI, Paris : 2015 [en ligne]. Disponible sur : <https://www.ifri.org/fr/publications/editoriaux/actuelles-de-lifri/secteur-energies-fossiles-face-risque-carbone> (consulté le 3/7/2015)

20 Bloomberg 2014. Op. cit.

21 Bullard, N., Op. Cit.

Si vous le souhaitez, vous pouvez nous contacter pour organiser avec votre groupe ou organisation une animation autour d'une ou plusieurs de ces analyses.

Cette analyse s'intègre dans une des 3 thématiques traitées par le Réseau Financité, à savoir :

Finance et société :

Cette thématique s'intéresse à la finance comme moyen pour atteindre des objectifs d'intérêt général plutôt que la satisfaction d'intérêts particuliers et notamment rencontrer ainsi les défis sociaux et environnementaux de l'heure.

Finance et individu :

Cette thématique analyse la manière dont la finance peut atteindre l'objectif d'assurer à chacun, par l'intermédiaire de prestataires « classiques », l'accès et l'utilisation de services et produits financiers adaptés à ses besoins pour mener une vie sociale normale dans la société à laquelle il appartient.

Finance et proximité :

Cette thématique se penche sur la finance comme moyen de favoriser la création de réseaux d'échanges locaux, de resserrer les liens entre producteurs et consommateurs et de soutenir financièrement les initiatives au niveau local.

Depuis 1987, des associations, des citoyens et des acteurs sociaux se rassemblent au sein du Réseau Financité pour développer et promouvoir la finance responsable et solidaire.

Le Réseau Financité est reconnu par la Communauté française pour son travail d'éducation permanente.